

# Au-delà de la fatalité du mal, le vide de sens

**Q**uoique très différents par leur nature, les drames vécus et causés par Pierre Palmade et l'assassinat de la professeur de Saint-Jean-de-Luz questionnent notre humanité. Des centaines d'heures de débats ont jeté une lumière crue sur les ténèbres qui habitent l'homme. Leur surgissement interrompt. D'où viennent les démons de notre humanité errante ? Personne ne semble à l'abri du mal. La folie, les addictions, le crime, y compris la pédophilie ou le meurtre, sont de tout temps et de tout lieu. Seule leur intensité évolue. Comment circonscire le mal qui surgit à l'improvvisé ?

La survenue de tragédies – que ne résoudront ni la réforme des retraites ni celle de la Constitution – est l'occasion d'interroger la manière dont notre société prend en compte notre humanité et ses failles, ou les mystères de notre âme. Nos antimodernes ont prévenu. « On ne comprend absolument rien à la civilisation moderne si l'on n'admet pas tout d'abord qu'elle est une conspiration universelle contre toute espèce de vie intérieure », regrette Bernanos. Homo economicus a-t-il tué la vie spirituelle, possibilité même du questionnement intérieur ? Plus singulier, Péguy écrit : « Le monde moderne avilit. C'est sa spécialité. » Le défi est donc double : il s'agit d'affronter la redoutable question de l'Être, dans les circonstances les plus banales par notre société matérialiste.

Encore Péguy et Bernanos ont-ils connu la III<sup>e</sup> République ! Car, en dépit du matérialisme sec de sa bourgeoisie, moqué par Léon Bloy, elle avait des idéaux à revendre. Nous ne les comprenons plus, mais ils étaient offerts aux Français à l'état brut : à la projet scolaire d'abord, qui visait à faire entrer les petits Français dans le cercle de la raison, de l'abstraction – artistique ou

mathématique – et de la connaissance, avant de forger des élites ; le projet militaire, qui visait, au nom de l'amour de la patrie, à reprendre l'Alsace-Lorraine (« La nation est une âme, un principe spirituel » écrivait Renan) et le projet colonial, qui, débarrassé de ses bien réels oripeaux impérialistes et mercantiles, n'en visait pas moins à répandre la philosophie des Lumières dans le monde ? Pourquoi douter de la parole de Jules Ferry, qui n'était ni un militaire ni un marchand. Les Français catholiques l'ont entendu à leur manière, en projetant plus de 100 000 missionnaires et religieuses, soit le groupe national le plus nombreux, qui, de 1850 à 1960, a christianisé l'Afrique subsaharienne et une partie de l'Asie. Tout cela paraît abscons aux admirateurs du taux de croissance.

**La jeunesse française ne se voit proposer aucun idéal, aucune utopie, aucun projet rassembleur, mobilisateur ou collectif**

En 1945, la création du Plan, de la Sécurité sociale, de l'ENA et de l'Insee a fait basculer la France dans une nouvelle ère : celle de l'État de droit – au sens où les juristes d'État contraignent la volonté nationale au nom d'un Bien déterminé par eux – ; de l'État social – l'État sobre et régulier se transforme en pourvoyeur universel de ressources – ; et de l'État technocratique décrit par Max Weber. En trois quarts de siècle, le modeste mais efficace État français (10 % de dépenses publiques et 0 dette en 1914), est passé à 57 % de dépenses publiques du PIB et à 110 % de dettes. La technocratie est comme folle, adossée à l'armée de la fonction publique, passée de 1 million de salariés en 1914 à plus de 8 millions en 2023 (secteur associatif et médecine compris, qui vivent de l'argent public).

Or ce gonflement extraordinaire vise les choses matérielles (Passcal aurait dit « l'ordre du corps »). « L'ordre de l'esprit » – a torturé « l'ordre de la charité » – a été exclu du cercle de la raison. La jeunesse française ne se voit proposer aucun idéal, aucune utopie, aucun projet

rassembleur, mobilisateur ou collectif. L'accomplissement personnel d'une masse d'individus soutenus et subventionnés par la collectivité nationale tient lieu d'idéal moral et matériel, avec l'idée de « la fête » en ligne de mire. L'absence d'autonomie de l'esprit est actée, et les laissés-pour-compte sont démunis. En témoignage la ruine du projet scolaire français – au regard de ce qu'il fut –, celle de la religion ou encore de la psychiatrie, qui ont le tort de toucher à l'âme. Ainsi, la dégradation du soin psychiatrique est constante depuis soixante ans – avec 85 % des lits perdus –, mouvement qui se poursuit en 2020 et en 2021 en dépit des rodomontades ministérielles. Bien que très éloignées, cette chute est symétrique à celle du clergé. Sorties de l'arsenal médiatique,

cellules de soutien psychologiques et « marches blanches » sanctionnent l'effondrement des institutions : l'esprit étant

si peu reconnu, son traitement paraît négligeable.

Tout cela a préparé la montée des addictions et des pathologies liées. La France réussit l'exploit d'être en tête de classement pour le tabac, les alcools, les stupéfiants, les psychotropes et la pornographie. Elle compte un tiers de suicides en plus que dans le reste de l'Union européenne. Notre très haut classement dans les diverses addictions nous place en tête du peloton global. Comme si le pays qui a fermé les portes de l'esprit était pris à son piège. Au-delà des drames imprévisibles liés à la folie, la souffrance psychique est en roue libre par manque de praticiens.

Un plan de reconstruction de la psychiatrie à la mesure des enjeux n'est pas à l'ordre du jour. Il y a pourtant tous fois moins de psychiatres dans l'Aube ou le Cantal pour 100 000 habitants qu'à Paris (9 contre 99). En psychiâtres par habitant, la France est à la traîne en Europe du Nord continental. Elle est certes en tête de l'Europe latine, mais le clergé et les structures

familiales n'y ont pas subi le même choc qu'en France déchristianisée.

Les psychiatres s'effarent de la flambée des dépressions et des addictions chez les jeunes, aggravée par les confinements de 2020/2021. Prisonniers, SDF et délinquants, qui cumulent addictions, isolement et troubles mentaux, sont en grand abandon – ce qui n'a pas échappé aux islamistes. Leur gestion relève plus des fonctionnaires régaliens (police et justice) que des médecins. Comment démenter les causes de cette douloureuse situation qui s'autalime, puisque 3 millions de jeunes échappent aux filets scolaires et professionnels (les fameux Neet) ? La France est au deuxième rang européen après l'Espagne.

La liste est longue des causes qui s'entremêlent : afflux de drogues et de trafiquants vers l'ancienne métropole coloniale ; carrefour de l'Europe et de ses trafics ; désintérêt chronique des dirigeants pour la psychiatrie ; déchristianisation et rétraction du clergé dans les métropoles ; hyperindividualisme ; désagrégation des corps intermédiaires ; libéralisme permissif d'une partie des élites ; illusion des boomers sur la santé psychique de leurs enfants débarrassés des carcans sociaux et moraux qu'ils rejettent ; déni face aux ravages de la pornographie en libre accès chez les adolescents ; illusion économiciste sur le pouvoir d'achat régénéré en remède universel ; aveuglement sur le fait que les jeunes, qui au départ ont des vins et spiritueux pour les prix, s'adonnent de ce fait aux stupéfiants, à l'usage surabondante ; effets d'un système scolaire qui promet un bac pour tous au rabais en propageant l'inaptitude au travail manuel ou physique ; promotion d'un idéal de vie festif, dont la dérive de tant de célébrités dévoile le risque systémique etc.

Commençons par reconnaître que la question humaine n'est pas soluble dans l'économie de marché et l'État de droit. ■

*Pierre Vermeren est universitaire, ancien professeur d'histoire économique contemporaine en prépa HEC et auteur de nombreux ouvrages remarqués. Son dernier essai, « L'Impasse de la métropolisation », a été publié dans la collection « Le débat » chez Gallimard.*



## PIERRE VERMEREN

Bien que très différents, les drames vécus et causés par Pierre Palmade et l'assassinat de la professeur de Saint-Jean-de-Luz questionnent notre humanité, affirme l'historien et essayiste\*. Si, de tout temps et en tout lieu, le mal a existé, ni l'économie de marché ni l'État de droit n'offrent un idéal permettant de lutter contre les affections de l'âme, argumente-t-il.